

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

### FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES DE L'INFORMATION

#### Cabinet du secrétaire d'Etat.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des services de l'information,

Vu le décret n° 48-1233 du 28 juillet 1948 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels, modifié notamment par le décret n° 51-1030 du 21 août 1951 ;

Vu le décret du 6 juillet 1972 relatif à la composition du Gouvernement,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — M. Michel Brochard, conseiller des affaires étrangères, conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des services de l'information, est nommé chef de cabinet, chargé des relations avec le Parlement.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1972.

Fait à Paris, le 31 octobre 1972.

PHILIPPE MALAUD.

#### Délégation de signature.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des services de l'information,

Vu le décret du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1972 portant nomination des membres du cabinet du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des services de l'information ;

Vu l'arrêté du 31 octobre 1972 portant nomination de M. Michel Brochard, conseiller des affaires étrangères, en tant que chef de cabinet du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des services de l'information,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — En cas d'absence du directeur du cabinet, délégation est donnée à M. Michel Brochard, conseiller des affaires étrangères, chef de cabinet, à l'effet de signer au nom du secrétaire d'Etat tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1972.

Fait à Paris, le 31 octobre 1972.

PHILIPPE MALAUD.

## JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

### Brevets d'Etat d'animateur de judo, de moniteur de judo, et de professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 réglementant la profession de professeur de judo et de jiu-jitsu et l'ouverture de salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat ;

Vu le décret n° 58-471 du 3 mai 1958 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 susvisée ;

Vu l'arrêté du 25 mars 1959, modifié par l'arrêté du 29 janvier 1968, fixant les conditions d'attribution du diplôme de professeur de judo, jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées ;

Vu l'arrêté du 9 octobre 1962 relatif à l'acquisition du grade de judo appelé Ceinture noire et de ses différents degrés, modifié par l'arrêté du 17 décembre 1963 ;

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963, modifiée pour ses articles 4 et 6 par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967, réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1971, modifié par l'arrêté du 27 décembre 1971, portant création des brevets d'Etat d'animateur de judo, de moniteur de judo et de professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées ;

Vu le décret n° 72-697 du 28 juillet 1972 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu l'arrêté du 28 juillet 1972 portant délégation de signature,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 3 de l'arrêté du 30 juin 1971 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le brevet d'Etat d'animateur de judo autorise son titulaire à enseigner le judo sous le contrôle effectif et permanent d'un professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées titulaire de l'option principale Judo.

« Le brevet d'Etat de moniteur de judo autorise son titulaire à enseigner le judo sous le contrôle périodique de la commission d'enseignement de la ligue régionale de la fédération française de judo et disciplines associées, sur le territoire de laquelle il exerce. »

Les dispositions prévues à la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 3 de l'arrêté du 30 juin 1971 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les personnes désirant enseigner les trois disciplines avec le titre de professeur doivent avoir subi avec succès les épreuves des trois options principales prévues à l'article 9 du présent arrêté, tout candidat ne pouvant présenter qu'une seule option principale au cours de la même session d'examen. »

Art. 2. — Le deuxième alinéa du deuxième paragraphe de l'article 4 de l'arrêté du 30 juin 1971 susvisé est complété comme suit :

« Le délai d'un an n'est pas imposé aux personnes ayant obtenu le brevet d'Etat d'animateur de judo par équivalence, en application des dispositions de l'article 6 de la loi du 6 août 1963 susvisée. »

Art. 3. — L'article 8 de l'arrêté du 30 juin 1971 susvisé est modifié et complété comme suit :

B. — Moniteur de judo.

I. — Epreuves techniques.

« 3° Démonstrations et explications concernant la technique de quinze mouvements (debout et au sol) tirés au sort par le candidat, au moment de l'épreuve, parmi ceux figurant à l'annexe du présent arrêté (durée : trente minutes ; coefficient 3). »

Il est ajouté, à la suite du titre II Epreuves théoriques, un alinéa ainsi conçu :

« Toute note inférieure à 5 dans l'une des épreuves techniques ou théoriques est éliminatoire après délibération du jury. »

Les dispositions prévues à la suite de celles du titre III Epreuve pédagogique sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat de moniteur de judo, les candidats doivent avoir obtenu un total d'au moins 180 points, correspondant à une moyenne générale de 10 sur 20, sans note éliminatoire. »

Art. 4. — Les dispositions prévues à la suite de celles du titre II Epreuves techniques de l'article 9 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les candidats qui n'obtiennent pas, après les épreuves écrites et techniques, un total d'au moins 220 points ou qui ont obtenu à l'une des épreuves écrites ou techniques une note inférieure à 5, après délibération du jury, ne sont pas admis à prendre part aux épreuves orales, sauf dérogation individuelle accordée à l'unanimité par le jury. »

Les dispositions prévues au dernier alinéa du titre III Epreuves orales sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les candidats qui n'obtiennent pas au moins 90 points aux épreuves orales ou qui ont une note inférieure à 5, après délibération du jury, à l'une de ces épreuves, ne sont pas admis à prendre part aux épreuves de pédagogie pratique, sauf dérogation individuelle accordée à l'unanimité par le jury. »

L'article 9 est complété *in fine* par un avant-dernier alinéa ainsi conçu :

« Toute note inférieure à 10 dans l'une des épreuves de pédagogie pratique est éliminatoire, après délibération du jury. »

Art. 5. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 14 de l'arrêté du 30 juin 1971 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les personnes titulaires au 1<sup>er</sup> janvier 1972 de brevets délivrés par la fédération française de judo et disciplines associées pourront obtenir, par équivalence, les brevets d'Etat suivants créés par le présent arrêté : »

(Le reste sans changement.)

Art. 6. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 octobre 1972.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur du cabinet,

MARTIN KIRSCH.